

# Communiqué de presse

Paris, le 24 octobre 2024

## **Restructuration de la Division Valeo Power Valeo « Tout ça pour ça ? » pour la CFE-CGC Valeo qui dénonce un rétropédalage acablant les salariés entre désarroi et stress**

Les réunions du 21 octobre du Comité de groupe Valeo auxquelles étaient conviés les élus des instances représentatives du personnel étaient attendues par les élus CFE-CGC, plus particulièrement par les élus des sites de La Verrière, La Suze sur Sarthe et Saint Quentin Fallavier. L'occasion ultime pour enfin espérer connaître avec clarté et professionnalisme les motivations qui ont conduit la division à engager les annonces du début de l'été sachant que le chantier de réorganisation de l'empreinte industrielle de Valeo Power en France n'était pas finalisé.

Hélas, les élus CFE-CGC ont très vite compris qu'aucune annonce ne serait faite dans ces instances. La direction de la division a expliqué en substance que dans le contexte actuel, elle ne voulait pas prendre de décision hâtive pouvant mettre les sites dans une situation difficile dans les mois à venir et souhaitait se donner du temps pour finaliser son projet.

La CFE-CGC doute que ce seul argument soit la cause de cet attentisme. En conséquence les élus en déduisent que pour cette réorganisation, il ne devrait donc rien se passer avant la fin de l'année sur les sites concernés.

Les tergiversations des différentes directions mettent à mal le contrat de confiance dans le dialogue social, qui pourtant devrait être absolument nécessaire dans le contexte actuel de la filière automobile. Plus grave encore, elles enfoncent encore un peu plus les collègues touchés par ces restructurations et leurs familles dans l'angoisse et la crainte de l'avenir.

La CFE-CGC a déjà alerté plusieurs fois la direction du groupe et les responsables d'établissements sur la tension sociale existant sur les sites et le niveau très élevé de risques psychosociaux.

La CFE-CGC demande, une fois de plus, et avec force, le renforcement des dispositifs d'accompagnement des salariés sur tous les sites qui en feront la demande.